

## **Medicine Hat and District Chamber of Commerce**

### **Réponses**

#### **1. Reprise économique et croissance**

*Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?*

1. Améliorer le dialogue avec les homologues des États-Unis pour appuyer leurs initiatives frontalières et s'assurer d'avoir la capacité financière nécessaire pour faire correspondre de façon systématique les heures d'ouverture et les services de nos points d'entrée aux normes frontalières américaines tant à ce qui a trait aux services commerciaux qu'aux services aux voyageurs, et améliorer les possibilités de commerce bilatéral. 2. Conserver la structure actuelle des Régimes de participation des employés aux bénéfiques. C'est un bon programme pour les entreprises parce qu'il ne comporte pas de cotisations à verser par l'employeur et par l'employé au Régime de pensions du Canada ou à l'assurance-emploi, il permet de mieux contrôler les actifs de retraite, ses gains donnent droit à pension, ou au régime enregistré d'épargne-retraite, ou aux deux, et il offre des possibilités de fractionnement du revenu. 3. Établir des crédits d'impôt plus élevés pour les dons et fournir moins de financement direct aux organismes de bienfaisance. Cela intensifiera l'accent sur la collecte de fonds plutôt que sur les subventions et incitera plus les particuliers et les entreprises à offrir des dons aux organismes de bienfaisance de leur choix. 4. Continuer de réduire la réglementation inutile par l'entremise des recommandations de la commission pour la réduction des tracasseries administratives. Les entreprises estiment que les dernières exigences réglementaires sont en grande partie inutiles et n'offrent pas d'avantages additionnels ou de valeur ajoutée. Le fardeau réglementaire accroît plutôt les coûts pour les contribuables et les entreprises. 5. Réduire l'impôt sur les sociétés et particulièrement l'impôt sur les petites entreprises. Il y a d'autres endroits dans l'hémisphère occidental où l'impôt sur les sociétés est moins élevé et nous devons nous assurer de montrer la voie à cet égard et de procurer un avantage concurrentiel aux entreprises pour créer de l'investissement et une assiette fiscale plus importante. 6. Conserver le programme de crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental conformément aux lignes directrices et à la structure actuelles. Il serait inconstitutionnel de mettre en œuvre un processus de sélection gouvernementale et de rendre certaines entreprises inadmissibles au programme de crédit d'impôt, désavantageant peut-être ainsi une industrie ou une province par rapport à une autre. 7. Donner une aide financière et apporter de l'influence aux Bases des Forces canadiennes pour appuyer directement le maintien de l'entraînement des armées étrangères en sol canadien, particulièrement l'armée britannique et celles des autres pays du Commonwealth. C'est un investissement dont les retombées sur notre économie locale sont importantes sous la forme des possibilités d'acquisitions militaires et de dépenses locales. 8. Travailler avec l'industrie de l'élevage des bovins pour déterminer une solution rentable concernant l'élimination des Matières à risque spécifiées jusqu'à ce que l'Agence canadienne d'inspection des aliments mette un terme à sa politique actuelle d'élimination des cadavres de bétail et de leurs Matières à risque spécifiées, et travailler avec le gouvernement des États-Unis pour harmoniser les normes de réglementation des Matières à risque spécifiées à la fois au Canada et aux États-Unis. Cela favoriserait la viabilité et la croissance de l'industrie de l'élevage des bovins et créerait un environnement plus concurrentiel pour cette industrie. 9. Investir pour améliorer le processus d'immigration et le traitement des travailleurs étrangers sur la base des recommandations de la Chambre de commerce du Canada, de la Chambre de commerce de l'Alberta et

des Chambres de commerce locales. 10. Investir dans la prolongation des heures d'ouverture du point d'entrée de Wild Horse pour assurer qu'il y ait un deuxième passage frontalier commercial en Alberta ouvert 24 heures par jour. Forte de sa population de 3 779 353 personnes et de son produit intérieur brut (PIB) qui est celui qui croît le plus rapidement au pays, l'Alberta demeure la seule province avec un seul point d'entrée ouvert 24 heures par jour. L'Alberta a besoin d'un deuxième point d'entrée pour la circulation efficiente et efficace des marchandises. En prenant les mesures qui s'imposent, le gouvernement manifesterait clairement son soutien du commerce bilatéral avec les États-Unis qui sont notre partenaire commercial le plus important, et son appui à l'égard d'une province qui contribue grandement à l'ensemble de l'économie du Canada, en plus de démontrer qu'il privilégie un corridor commercial nord-sud qui s'étend du Mexique au Nord canadien.

## **2. Création d'emplois**

*Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?*

Améliorer les programmes et les services par l'entremise de Citoyenneté et Immigration comme suit :

- Améliorer les campagnes d'éducation à l'étranger pour familiariser les futurs nouveaux arrivants avec les exigences du marché du travail canadien, les processus de demande et les services d'intégration.
- Examiner les processus d'immigration dans les pays concurrents comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande, y compris les droits que les immigrants doivent verser au gouvernement, et adopter des pratiques efficaces pour améliorer la compétitivité du Canada.
- Travailler avec les entreprises et les organismes de délivrance de titres et de certificats professionnels pour élaborer des démarches plus flexibles de reconnaissance des titres de compétences et de l'expérience, en maintenant les normes canadiennes.
- Élaborer un profil d'éducation des principaux pays sources de l'immigration pour obtenir une description transparente et exhaustive de leurs systèmes d'éducation et la mettre à la disposition des entreprises et des autres entités qui embauchent.
- Rehausser le profil de l'International Qualifications Assessment Service (service d'évaluation des diplômes étrangers) pour assurer que les entreprises et les immigrants savent qu'ils peuvent obtenir des évaluations fiables de leur formation scolaire à l'étranger par rapport aux normes d'éducation provinciales.
- Accroître les niveaux de dotation et de formation, et optimiser les systèmes d'information et de technologie des consulats canadiens pour améliorer le temps de traitement des visas et des permis de travail pour les résidents permanents, les travailleurs temporaires étrangers et les étudiants étrangers, particulièrement dans les sites aux prises avec une forte accumulation des demandes à traiter.
- Traiter en priorité les demandes des travailleurs et des étudiants étrangers en fonction de la Liste des professions soumises à des pressions au lieu de le faire sur la base du premier arrivé, premier servi, pour accélérer le traitement des demandes dans les professions les plus sollicitées.
- Élargir la Liste des professions soumises à des pressions pour refléter les besoins actuels et futurs de main-d'œuvre de l'Alberta et pour créer une base de données sur le marché du travail qui tiendrait compte aussi des pénuries de main-d'œuvre à court et à long terme.
- Rétablir le processus (électronique) d'avis de l'état du marché du travail et le rationaliser pour tous les travailleurs d'une profession qui figure sur la Liste des professions soumises à des pressions en englobant l'ensemble du marché du travail pour les compétences en question plutôt que seulement les annonces spécifiques de chaque employeur en particulier.
- Créer des processus différents de traitement de l'immigration des professionnels qualifiés et semi-qualifiés d'une part, et des travailleurs peu qualifiés et non qualifiés d'autre part, en vertu du programme de travailleurs temporaires étrangers.
- Accroître le nombre de candidats du programme des candidats de la province

et élargir la capacité de traitement de ce programme pour répondre au besoin croissant de talent étranger en Alberta. • Adopter une nouvelle démarche de traitement des demandes d'immigration, en augmentant par exemple le nombre de demandes traitées au Canada, afin d'éliminer les arriérés dans les 24 mois. • Créer une liste d'employeurs approuvés ayant démontré qu'ils respectent expressément à la fois l'esprit et la lettre des règlements, en leur accordant plus de latitude au regard du traitement des demandes de travailleurs temporaires étrangers. Cela allégerait la tâche des employés de Service Canada et d'autres services du gouvernement, qui pourraient ainsi examiner plus de dossiers et consacrer plus de temps aux employeurs et aux dossiers qui ne respectent peut-être pas toujours l'intention du règlement. Cette liste serait semblable au système d'immigration NEXUS que le Canada et les États-Unis ont mis en place.

### **3. Changement démographique**

*Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?*

Même réponse qu'à la question 2.

### **4. Productivité**

*Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?*

1. Encourager un débat public sur les défis pour la productivité canadienne au cours des prochaines décennies. 2. Élaborer une stratégie de productivité exhaustive à long terme pour le pays, qui tiendrait compte de la transformation de l'environnement international des affaires dans lequel le Canada évolue.

### **5. Autres défis**

*On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?*

1. Accroître la valeur des remboursements de la TPS/TVH pour les habitations neuves ou indexer les valeurs en fonction des taux d'inflation, parce que la valeur des remboursements n'a pas changé depuis 1991. 2. Mettre en œuvre rétroactivement au 1<sup>er</sup> juillet 2010 l'exemption de la taxe de vente harmonisée pour les actifs gérés\* appartenant aux résidents des provinces qui ne participent pas à la TVH.

\*Les actifs gérés sont définis comme des produits d'investissement, par exemple les fonds mutuels, les fonds distincts, les fonds négociés en bourse, les fonds spéculatifs et les régimes de pensions administrés.